

«La crainte d'un effet récessif pour la croissance»

Article paru dans FO Hebdo n°3018

Mathieu Plane, économiste au département «analyse et prévision» de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

Peut-on parier que ces exonérations patronales participeront à protéger l'emploi sur le territoire?

Il ne faut pas attendre de miracle de cette TVA sociale dont le coût budgétaire est nul et qui n'est pas une mesure de relance. Elle ne parie pas sur une meilleure productivité, mais seulement que la baisse des cotisations patronales entraînera la baisse des prix. Au final, cela apporterait des emplois. Or cela dépend déjà du comportement des entreprises, lesquelles pourraient plutôt s'octroyer davantage de marges. En cas de hausse des prix, la situation de l'emploi pourrait donc en pâtir. Quoi qu'il en soit, dans le meilleur des scénarios, nous avons calculé qu'il y aurait, au mieux, 25 000 créations d'emplois. Cela équivaut à la hausse mensuelle actuelle du chômage.

En quoi une possible hausse des prix peut-elle pénaliser la croissance?

Transférer une cotisation sur la TVA, assise sur la consommation, risque d'avoir un effet inflationniste sur le pouvoir d'achat des ménages, déjà fragilisé par le chômage (10,7% en 2012), l'absence de hausses de salaires dans le privé, le gel des salaires des fonctionnaires et les désindexations de certaines prestations sociales en 2012. Or, à court terme déjà, la hausse de la TVA aura son premier effet négatif par le renchérissement des prix des produits d'importation. Ce poids sur la consommation, doublé de l'incertitude d'une dynamique sur l'exportation de la production nationale en Europe, fait donc craindre un effet récessif pour la croissance. En effet, si nos partenaires commerciaux européens usent de notre méthode, à l'instar de ce qu'a déjà fait l'Allemagne, non seulement on ne gagnera rien en compétitivité, mais cela amoindrira la croissance. Or, nous venons de l'évaluer à -0,2% pour 2012.

Ce transfert partiel du financement de la protection sociale sur la TVA est-il choquant?

Le report sur cet impôt régressif montre la fébrilité du choix! En effet, utiliser la consommation pour élargir l'assiette de financement de la protection sociale n'est pas le bon instrument budgétaire. Et il est plutôt bizarre aussi de vouloir faire payer en quelque sorte notre système de protection sociale par d'autres, cela à travers les importations. Par ailleurs, dans le cadre de la compensation des 13 milliards d'exonérations annoncées, le recours à la CSG sur les revenus du capital ne pèserait que pour deux milliards.

Activité syndicale du 14/02/2012



<http://fovinatier.free.fr/>